

## « Comme Antigone, résistons à la dictature sanitaire ! » dicit Jean-Yves Le Gallou

Article rédigé par *Polémia*, le 27 avril 2020

*Antigone* est la pièce la plus célèbre du répertoire européen. L'argument de Sophocle est simple : au nom de l'État, le roi de Thèbes, Créon interdit que des honneurs funéraires soient rendus à Polynice, qui a désobéi ; au nom des lois divines, Antigone brave les lois de l'État pour enterrer son frère et le paiera de sa vie. Macron est un Créon au petit pied.

Sa maréchaussée a verbalisé une femme venue saluer – de l'extérieur – son vieux mari reclus dans un EHPAD. Et un gendarme a empêché un fils d'assister aux derniers instants de son père. Certes, les généraux de gendarmerie se sont confondus en excuses. Mais le mal est fait.

Soucieuse d'égaliser la marque avec la gendarmerie, la police nationale a signalé au procureur de Paris une messe (à [Saint-Nicolas du Chardonnet](#)) qui se serait tenue en présence – officiants et techniciens vidéo pour la retransmission compris – de 22 personnes : dans une église capable d'accueillir plus de 1.000 personnes...

Ce zèle imbécile n'est pas neutre : il porte atteinte aux liens les plus intimes et au sacré.

La dictature sanitaire a aussi effacé d'un trait de plume la liberté de circulation. Les randonneurs sont traqués par hélicoptère et les résidents secondaires font l'objet d'enquêtes judiciaires. Le confinement est implacable. Assujettis à demeurer sur place comme des détenus sous bracelet électronique.

Un bracelet électronique évoqué, d'ailleurs, pour le « déconfinement » puisque celui-ci pourrait être conditionné à un (auto)-flicage numérique assuré par les téléphones portables. Annoncée, au moins comme hypothèse à débattre, par Macron dans son allocution du 13 avril, voici une belle manœuvre en trois temps :  
– premier temps, on vous confine,  
– deuxième temps, on accepte de vous déconfiner en échange de votre acceptation d'une laisse électronique,  
– troisième temps, la laisse est obligatoire pour tout le monde.

La liberté d'expression est, aussi, gravement mise en cause. Dès le 24 février, l'ancien préfet Laurent Solly, PDG de Facebook France, choisissait *France Info* pour annoncer que le réseau social qu'il dirige « régulerait » (c'est-à-dire censurerait) les informations préjugées fausses. Le tout en liaison avec les *fact-checkers* subventionnés de *Libération*, du *Monde* et de l'*AFP*. Des *fact-checkers* qui n'ont pas dénoncé un seul mensonge gouvernemental mais traqué toute opinion différente, divergente ou dissidente.

La dictature sanitaire est aussi, bien sûr, une dictature médicale. Et même une triple dictature médicale.

D'abord parce que toutes les décisions ont tendance à être prises sous le seul aspect médical. Or, la vie, ce n'est pas seulement du quantitatif (vivre les plus longtemps possible), c'est aussi du qualitatif (vivre le mieux possible, vivre libre, dignement, socialement, économiquement). Ce n'est pas à des comités Théodule – fussent-ils baptisés « scientifiques » – d'imposer des choix politiques. Il serait temps que les experts – qui, au passage, se sont beaucoup trompés ! – se calment. Les années de vie se comptent en printemps : pourquoi avoir volé un printemps à 67 millions de Français en fermant les parcs et les forêts, bien au-delà des nécessités de la distanciation et des gestes barrière ? Pourquoi priver de toute visite des personnes très âgées dont l'espérance de vie se compte en quelques années, voire en quelques mois, sinon en quelques jours... Il arrive à la technocratie médicale de manquer d'humanité, sinon de sens commun.

Ensuite parce que la liberté de prescription a été mise en cause, notamment dans l'affaire de la chloroquine. L'État – la technocratie médicale proche des laboratoires – s'est immiscé dans la libre relation entre le médecin et le patient, fondement du serment d'Hippocrate. Chef de service à l'hôpital de Garches, le professeur Perronne s'est insurgé contre la dictature de la direction générale de la santé (DGS) et des agences régionales de santé (ARS). Il a affirmé : « *La France est en train de dérailler. En Allemagne, les médecins sont libres. Ici, tout est fliqué. C'est infernal, j'ai l'impression de vivre sous une dictature. Tous ces médecins administratifs qui n'ont pas vu un malade depuis 20 ans nous font la leçon.* »

La prochaine étape, c'est la vaccination obligatoire couplée avec une puce électronique permettant de vérifier en permanence que l'homme-matricule est en règle. Si c'est technologiquement possible, cela sera imposé... au nom du bien, bien sûr.

L'épidémie de coronavirus n'est pas une « grippette ». Elle est sérieuse. Et des mesures de prévention et de précaution étaient d'autant plus nécessaires que le gouvernement a failli dans d'innombrables domaines (gel, masques, tests, respirateurs, fermeture des frontières, etc.).

Pour autant, il faut refuser la régression civilisationnelle qu'on nous propose. La mise à bas de nos libertés. Le printemps qu'on nous vole. Et le bouleversement de notre rapport à la nature, à la vie, à la mort, au sacré et au divin.

Face à Créon, prenons le parti d'Antigone !